

# **Cameroun: Evolutions Economiques Récentes et Perspectives**

**Mai 2019**

# Plan de la présentation

- I. **Contexte du programme appuyé par la Facilité Elargie de Crédit (FEC).**
- II. **Développements économiques récents et perspectives.**
- III. **Priorités et défis à court et moyen terme.**

# I. Contexte du programme appuyé par la FEC

## Contexte régional:

- Baisse des cours du pétrole brut + politique budgétaire accommodante + politique monétaire expansionniste + menaces sécuritaires + ambitieux projets d'investissement public dans certains pays ont:
  - ✓ perturbé les soldes extérieurs et budgétaires de la région;
  - ✓ Réduit les réserves de change à un niveau critique (2.3 mois d'importations à fin 2016);
  - ✓ Contribué à l'accumulation d'arriérés budgétaires et accentué les vulnérabilités au niveau du système bancaire;
  - ✓ Ralenti la croissance non-pétrolière (de 4.5% en 2014 à 1.5% en 2015 et 2016).

## Contexte particulier du Cameroun:

- Ralentissement de l'activité économique et des problèmes de sécurité.
- Intensification de l'investissement public et augmentation rapide de l'endettement (non-concessionnel).

# Stratégie régionale de riposte à la crise

## Engagements des chefs d'Etats lors du sommet extraordinaire du 23 décembre 2016 à Yaoundé:

- Procéder à un ajustement important des politiques par chaque Etat afin de soutenir le régime d'union monétaire;
- Maintenir la parité du franc CFA inchangé et accumuler des réserves nécessaires pour la soutenir;
- Entrer en programmes d'ajustement ou calibrer les programmes existants (Chad, RCA);
- Demander des appuis budgétaires aux autres institutions financières internationales;
- Au niveau régional, mener des politiques monétaires et de secteur financier adéquates;
- Accélérer les reformes structurelles, notamment celles destinées à améliorer la gestion des finances publiques, assurer la stabilité du secteur financier, et améliorer l'environnement des affaires.

# **Axes des programmes appuyé par la FEC dans les pays de la CEMAC**

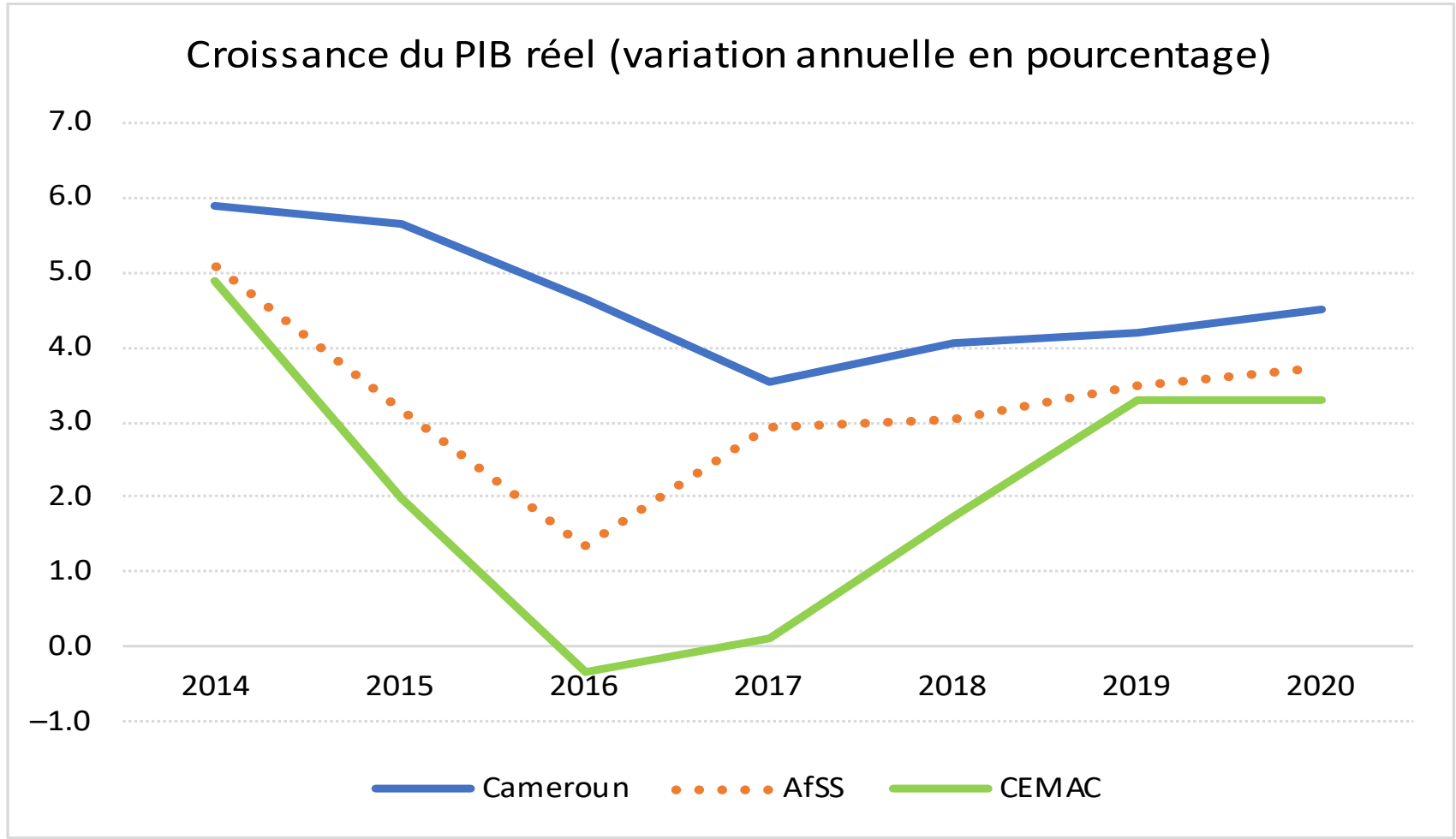
**Ces programmes s'articulent autour de trois axes :**

- 1) Consolidation budgétaire soutenue en vue de renforcer les marges de manœuvre budgétaire et extérieure, tout en sauvegardant les dépenses sociales;**
- 2) Réformes budgétaires structurelles pour élargir la base des recettes non pétrolières, améliorer l'efficacité de l'investissement public, et atténuer les risques de passifs conditionnels;**
- 3) Réformes destinées à accélérer la diversification économique sous l'impulsion du secteur privé et à renforcer la résilience du secteur financier.**

**L'appui du FMI a aussi pour objectif de catalyser les appuis budgétaires d'autres partenaires techniques et financiers.**

# II. Développements économiques récents et perspectives.

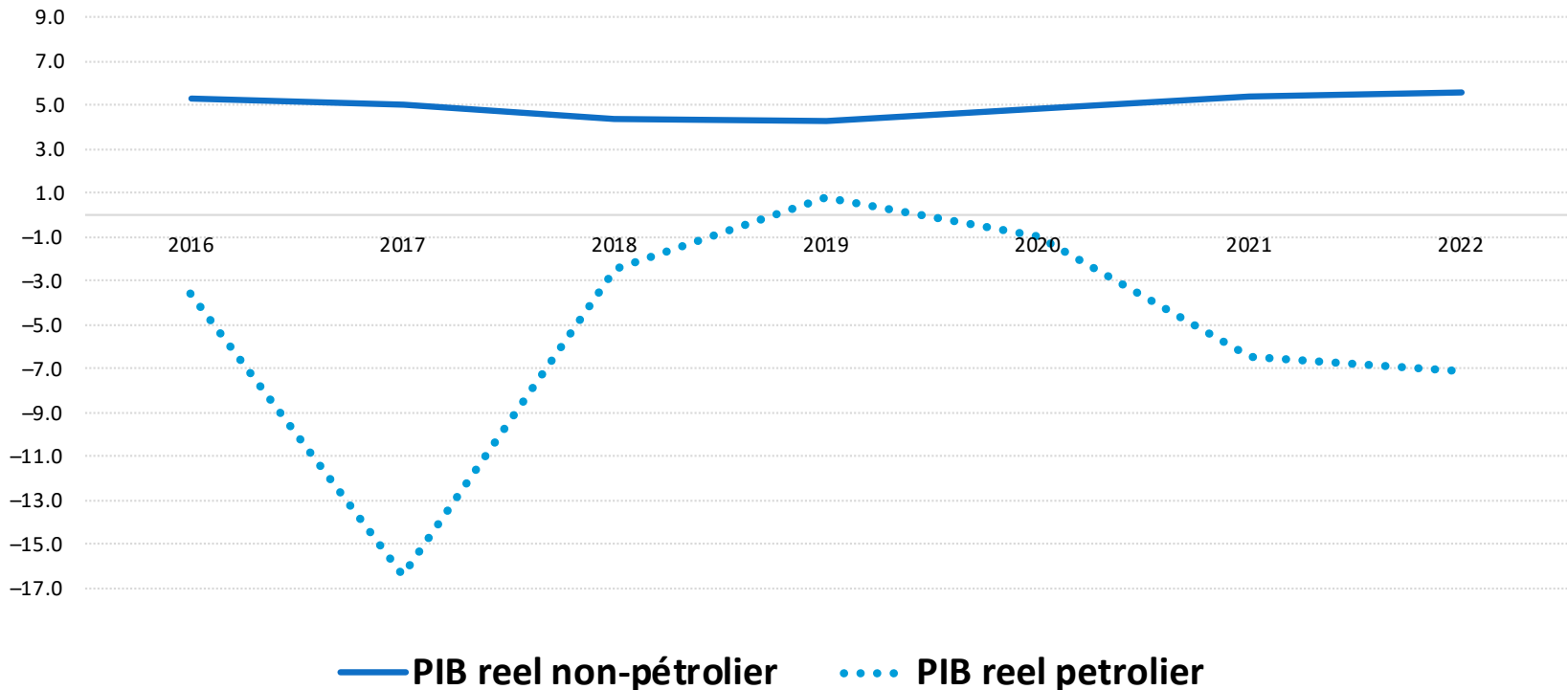
L' économie camerounaise reprend du souffle, après une baisse consécutive du taux de croissance en 2016 et 2017...



... La croissance globale provient de la résilience du secteur non-pétrolier.

Secteur pétrolier et gazier: forte contraction en 2017, moins prononcée en 2018 suite à l'entrée en production de la nouvelle plateforme offshore de gaz naturel. Décroissance graduelle à partir de 2019 d'après les données de la SNH.

**Croissance du PIB réel pétrolier et non-pétrolier**



## La résilience du secteur non-pétrolier s'explique par :

- La diversification de l'économie camerounaise;
- Un capital physique et humain important;
- L'accélération des travaux de la CAN + et d'autres projets d'infrastructures.

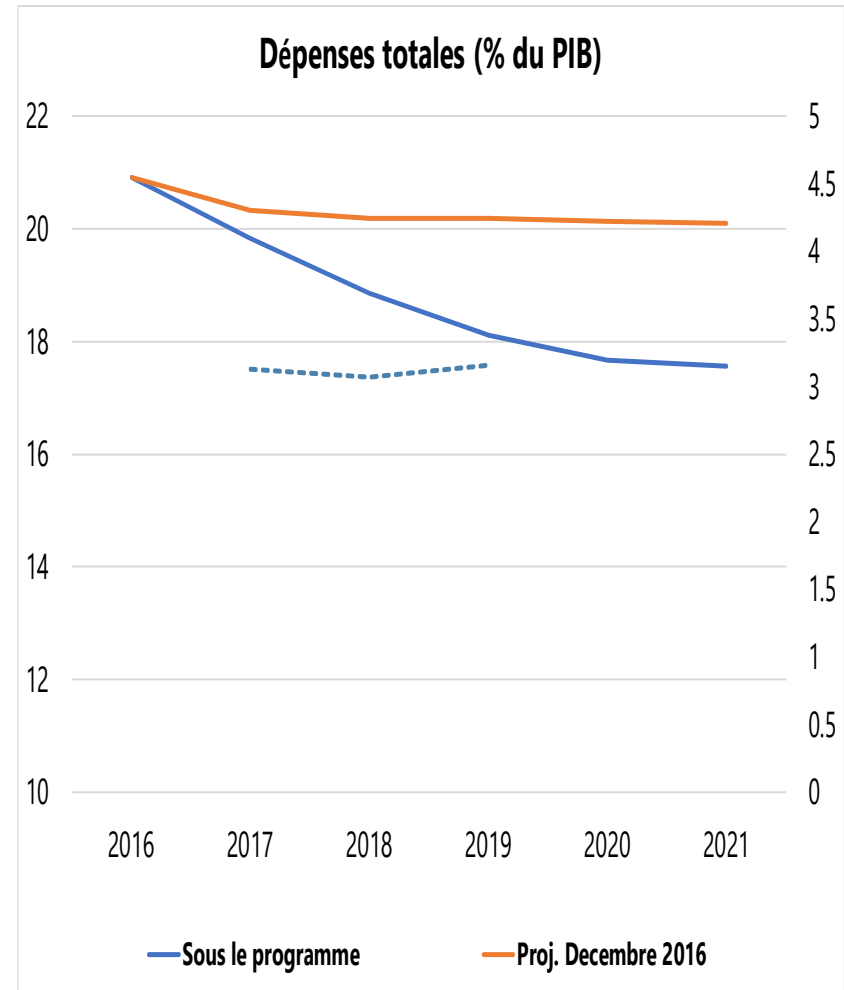
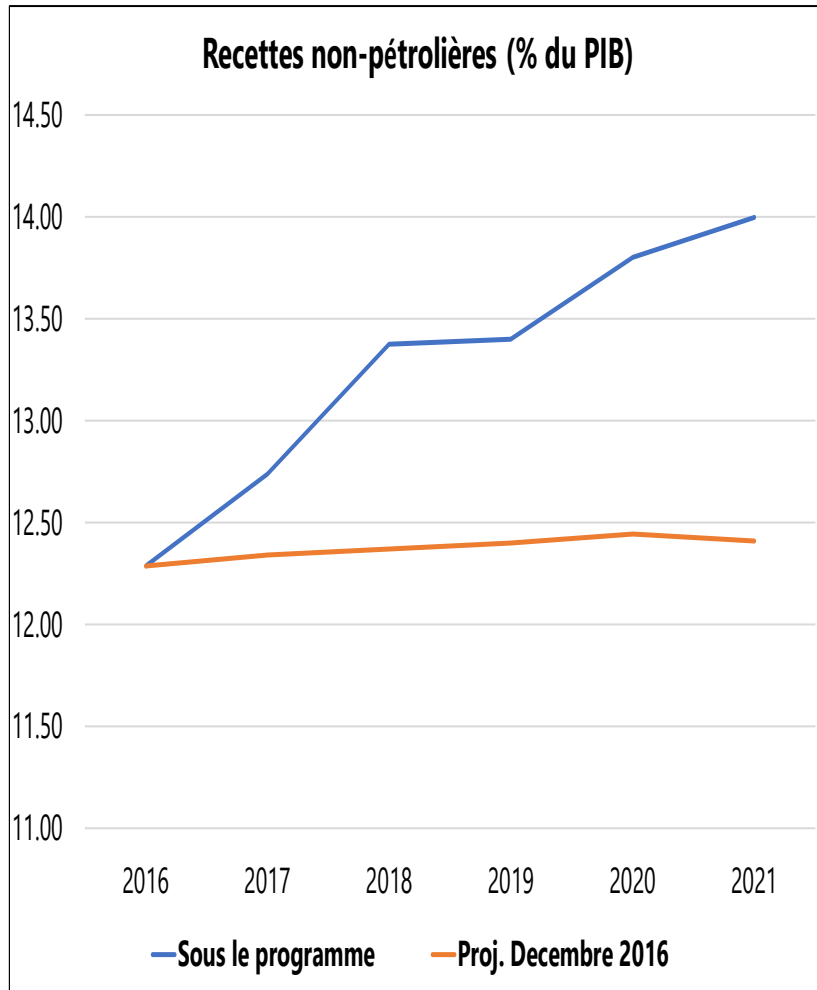
Mais les perspectives pour ce secteur pourraient être affectées par:

- Les risques externes: incertitudes liées aux tensions commerciales internationales, ralentissement de la croissance mondiale, volatilité des prix des produits de base, retards dans l'ajustement des autres pays de la CEMAC;
- Les risques internes: pressions sur les dépenses résultant du contexte sécuritaire difficile; incertitudes provenant de l'environnement sociopolitique.



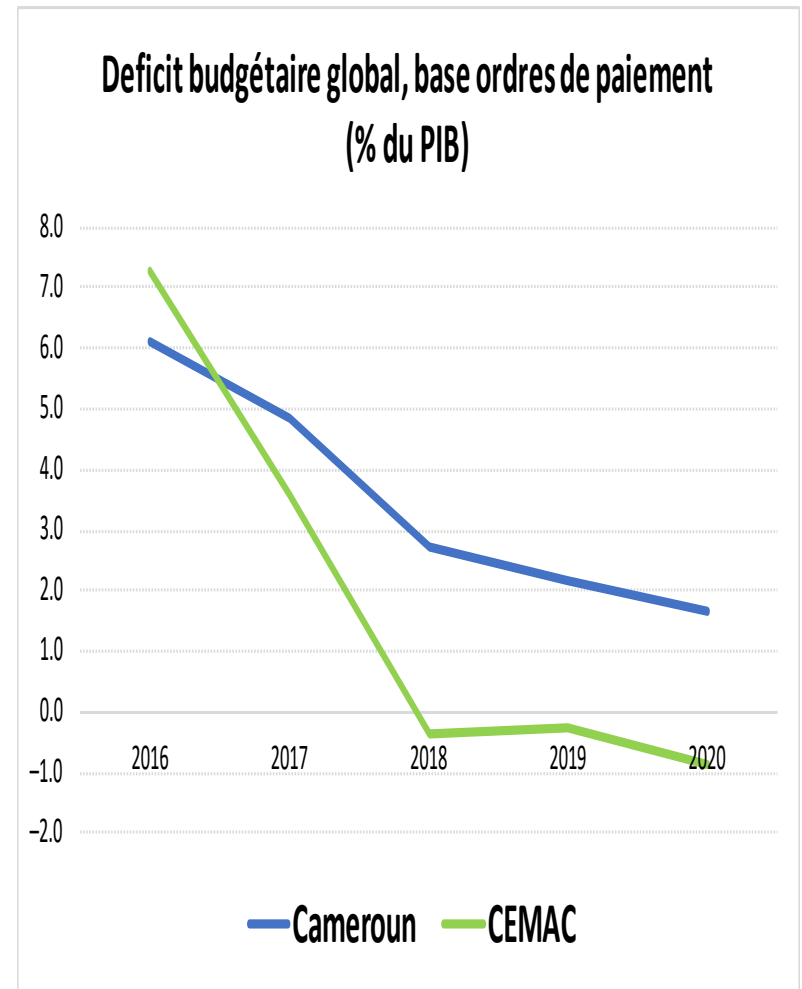
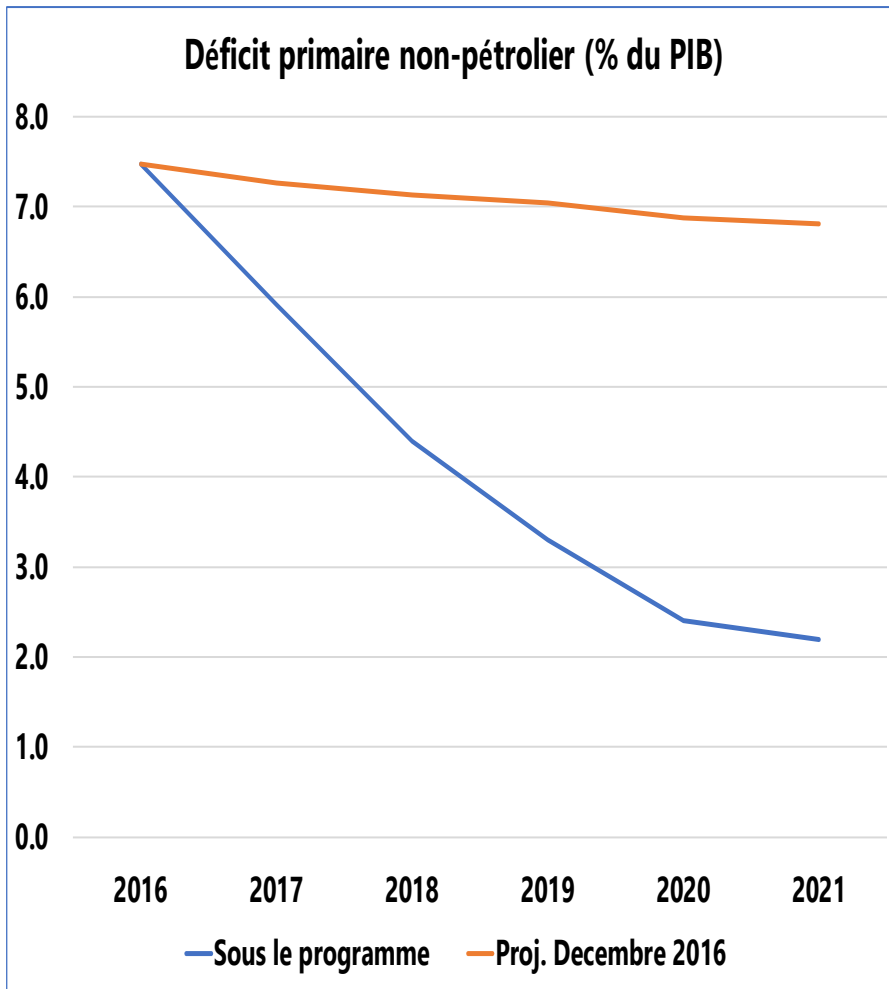
# Réalisations sous le programme FEC:

Consolidation budgétaire grâce à des efforts soutenus de mobilisation des recettes non-pétrolières et de rationalisation des dépenses, tout en préservant les dépenses sociales.



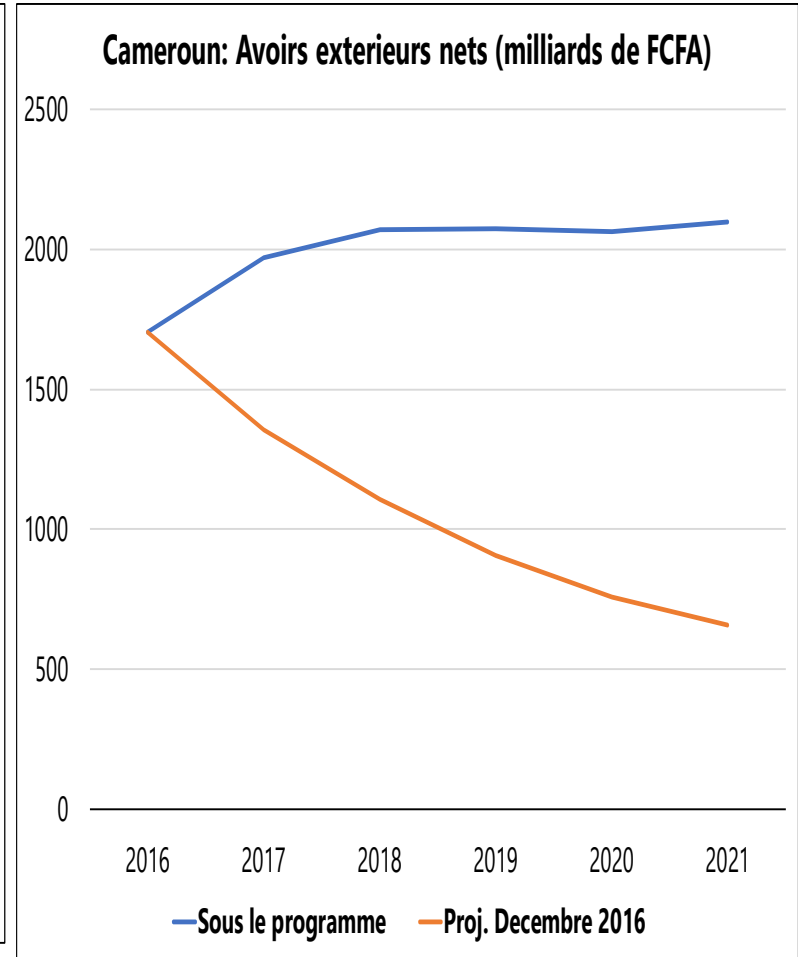
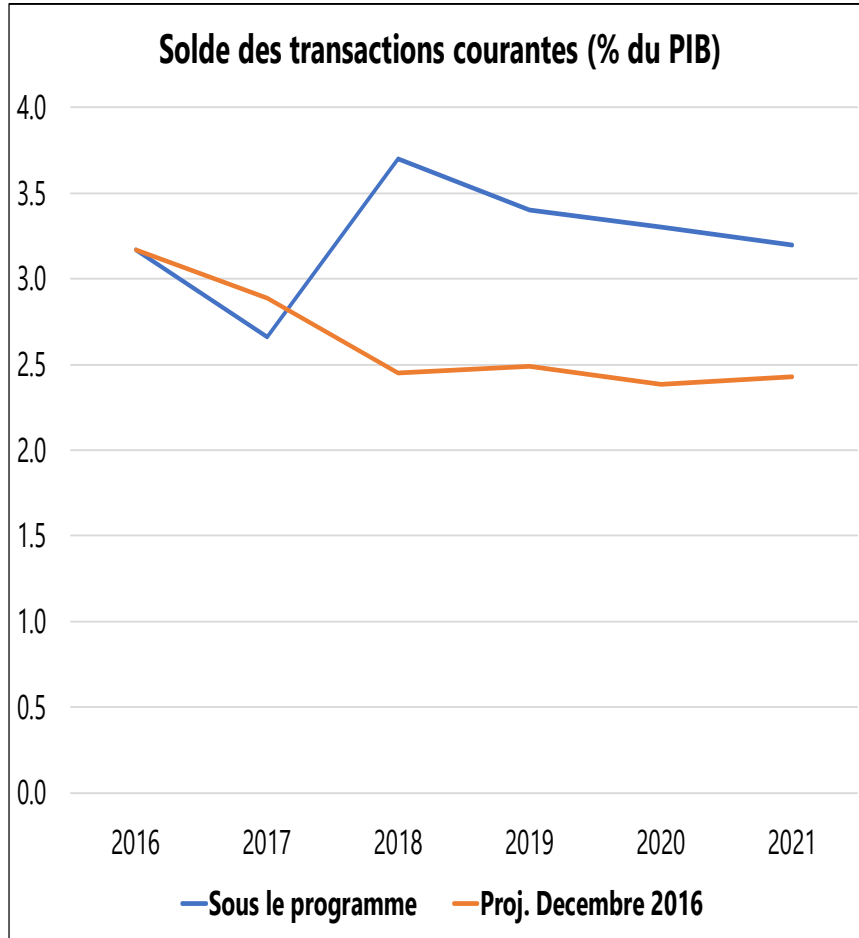
# Réalisations sous le programme FEC:

Le déficit primaire hors pétrolier a été réduit de 7.5% en 2016 à 3.3% en 2018, contribuant ainsi à ramener le solde budgétaire global de la CEMAC d'un déficit de 7.3% du PIB en 2016 à un surplus de 0.4 en 2018.

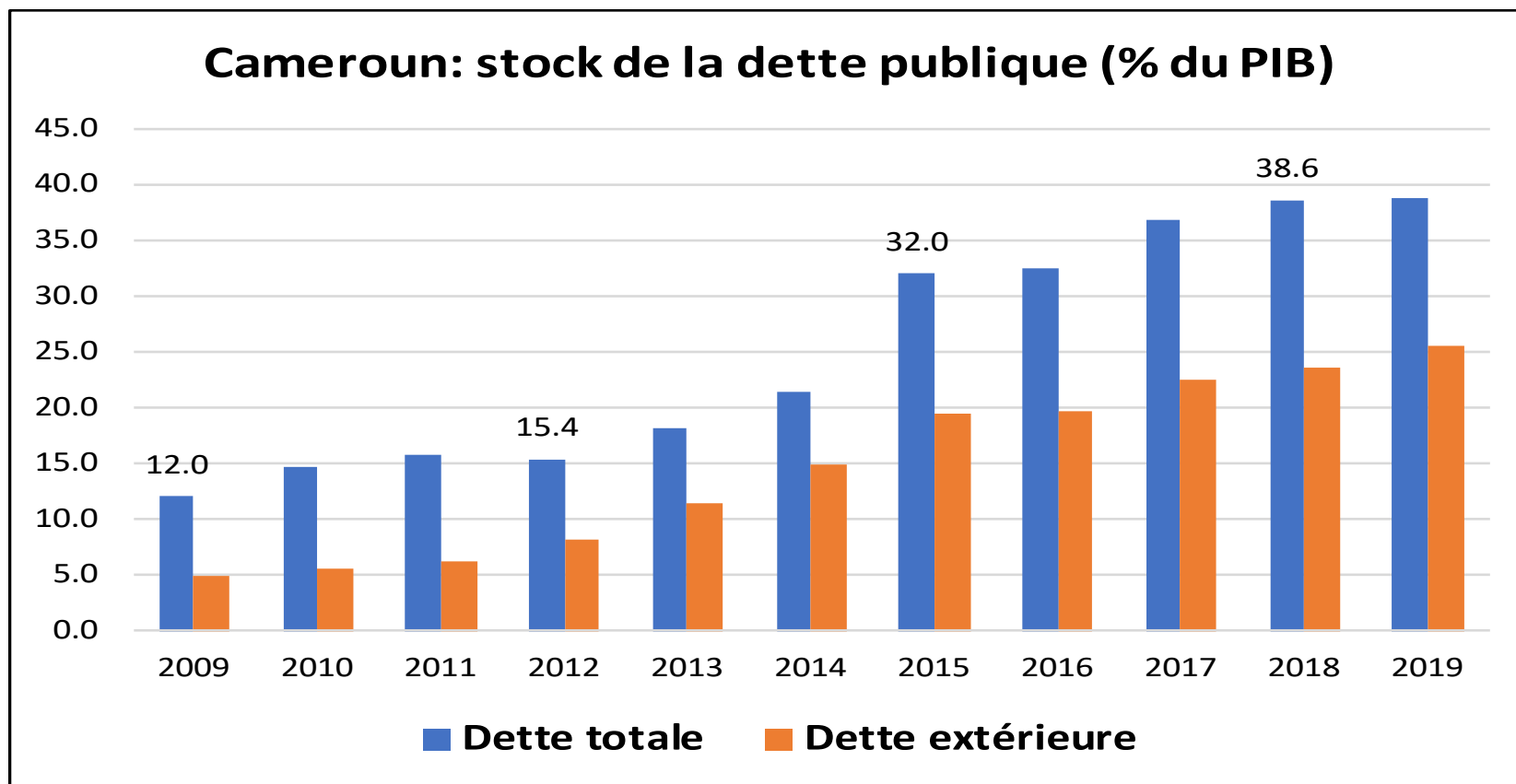


- Le solde extérieur courant s'est dégradé en 2018 en raison d'une baisse des exportations agricoles et d'une hausse temporaire des importations de produits pétroliers et de l'accélération des projets de la CAN et d'infrastructures.

- Le Cameroun a fortement contribué à la reconstitution des avoirs extérieurs nets de la région, qui ont atteint une couverture de 2.7 mois d'importation à fin 2018.

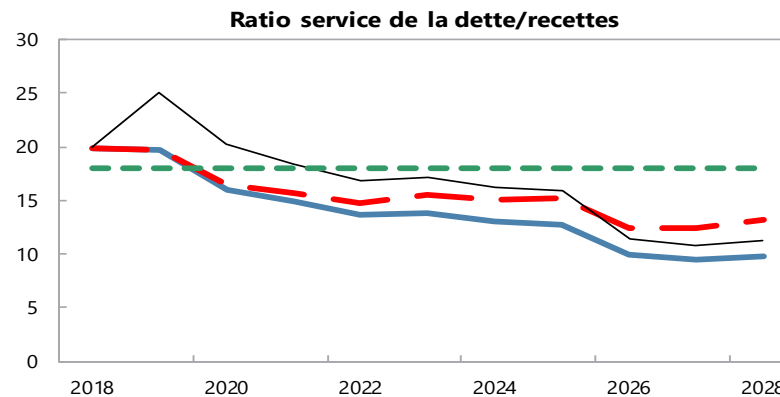
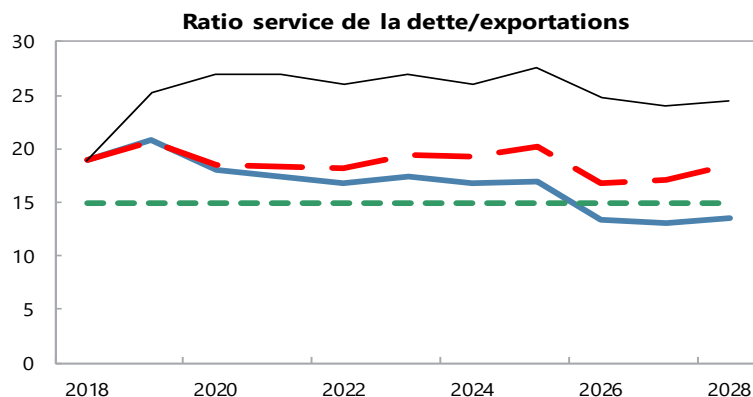
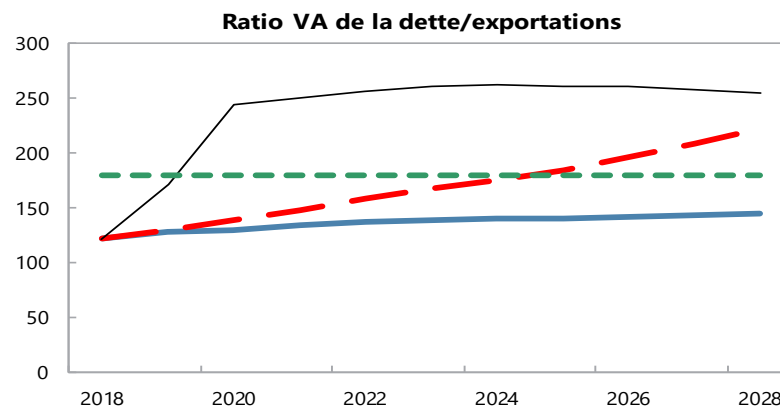
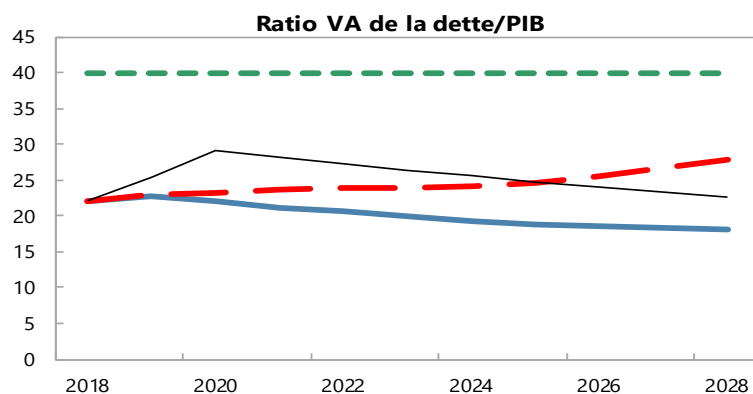


- Le niveau de la dette est relativement faible mais en accélération depuis le point d'achèvement de l'initiative PPTTE en 2006.
- L'accélération provient essentiellement de la dette extérieure, suite à la mise en œuvre de grands projets d'infrastructure financés sur ressources extérieures.



# Selon la dernière AVD, le Cameroun présente encore un risque élevé de surendettement extérieur mais sa dette reste encore viable. Ceci est observé par le dépassement de deux seuils du service de la dette extérieure sur les exports et sur les recettes.

Cameroun: Indicateurs d'endettement extérieur contracté ou garanti par l'Etat selon divers scénarios. 2018-28

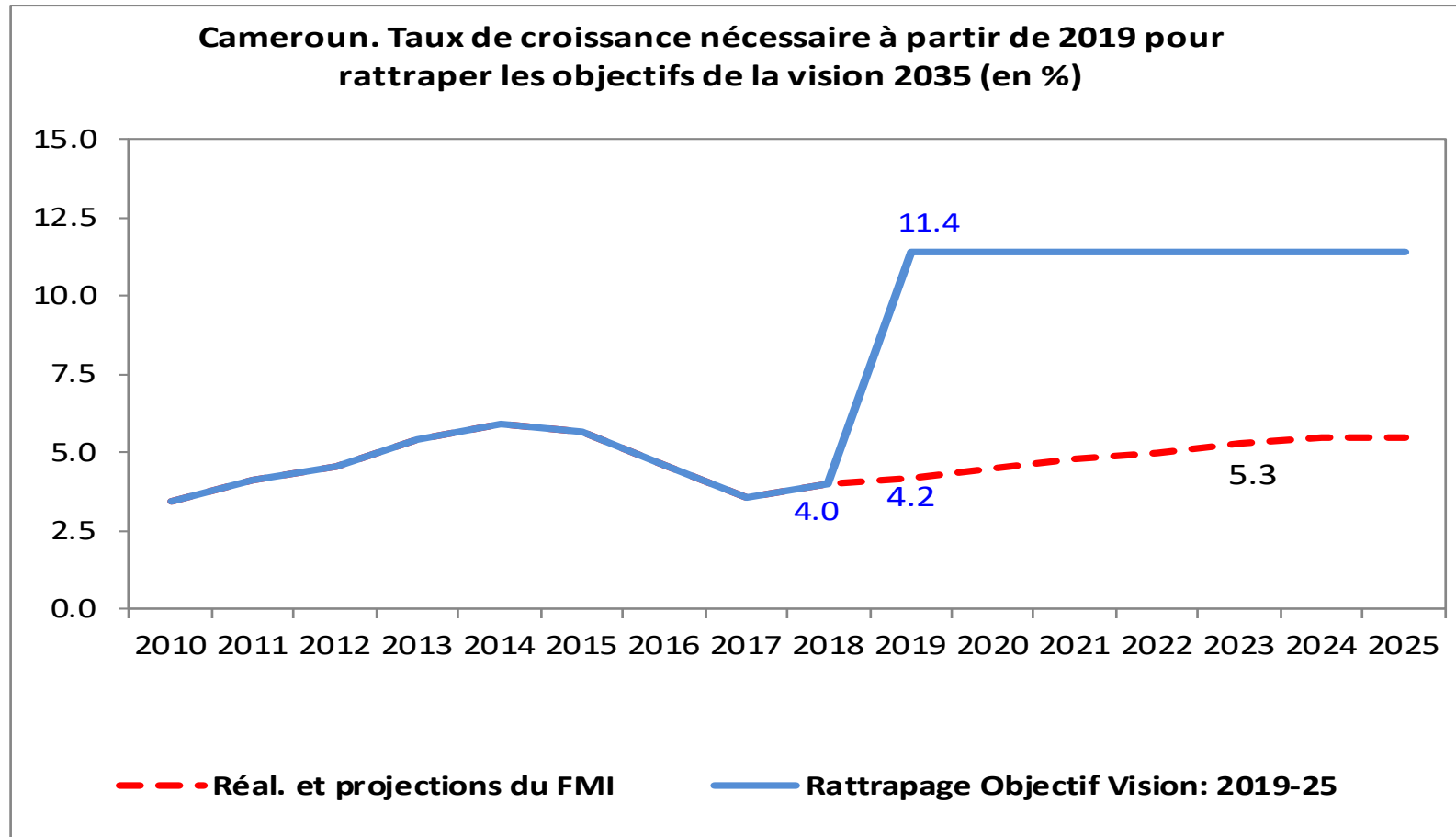


— Scén. de référence - - - Scénario historique

— Shock extreme

- - - Seuil

# Des défis importants restent à relever sur le chemin vers l'émergence économique



# Quelques repères structurels clé mises en oeuvre sous la FEC

## ▪ Mobilisation des recettes

- Circulaire du Minfi conditionnant le dédouanement des marchandises à la l'existence des contribuables professionnels dans le fichier actif de la DGI.
- Réconciliation trimestrielle entre les valeurs de la déclaration d'importation et images scanner certifiés par la SGS et les valeurs liquidées en douane.

## ▪ Gestion des finances publiques et de la dette

- Transposition des directives CEMAC dans la législation nationale.
- Communication de la nature et du volume des passifs contingents dans une annexe à la Loi des finances, y compris les ceux issus des contrats PPP.
- Préparation d'un plan de décaissement des SENDs en ligne avec les objectifs macro-économiques.

## ▪ Secteur financier et croissance tirée par le secteur privé

- Formation des juges à la résolution des conflits bancaires.
- Informatisation du registre des suretés mobilières.
- Généraliser l'accès aux bases de données sur les créanciers a l'ensemble des institutions de crédit et de microfinance.

### III. Défis et Priorités à court et à moyen-terme:

- Continuer la consolidation budgétaire et l'application de la réglementation des changes pour soutenir la viabilité budgétaire et extérieure au niveau national et régional;
- Continuer les efforts de mobilisation des recettes non-pétrolières et de rationalisation et priorisation des dépenses, pour une consolidation budgétaire soutenable;
- Approfondir les réformes en cours de la gestion des finances publiques (particulièrement en abolissant l'usage des procédures exceptionnelles);
- Maintenir la dette publique sur une trajectoire viable en limitant les emprunts non-concessionnels et en renforçant les mécanismes de sélection des projets.



# Priorités et défis à court et à moyen terme (suite et fin)

- Définir une politique viable des subventions à la consommation et engager un dialogue sur la libéralisation des prix administrés;
- Engager des réformes pour améliorer la gouvernance, la compétitivité et l'inclusion financière pour une croissance plus forte, durable et inclusive tirée par le secteur privé;
- Assurer la qualité et l'efficacité des investissements publics à travers une meilleure coordination, priorisation et interconnexion des projets aux objectifs de croissance;
- Réduire les risques budgétaires liés aux entreprises publiques;
- Faire avancer les réformes dans le secteur financier pour résoudre les banques en difficultés et réduire les créances en souffrance;
- Réduire les obstacles non tarifaires et promouvoir la concurrence interrégionale.

**MERCI DE VOTRE ATTENTION**